



Mettre en place un secteur financier solide et performant qui financera la transformation économique du pays tout en étant stable et ouvert à l'ensemble des acteurs économiques, notamment les PME/PMI, avec une palette de services financiers diversifiés et aux coûts abordables.

CADRE NORMATIF

- Loi organique n°2014 - 336 du 05 juin 2014 relative aux Loix de Finances ;
- Loi organique n°2014 - 337 du 05 juin 2014 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances Publiques ;
- Loi n°2017-802 Uniforme du 7 décembre 2017 relative au crédit-bail dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest africaine ;
- Loi n°2014-136 du 24 mars 2014 portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit ;
- Loi n°2016-992 du 14 novembre 2016 relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT) ;
- Loi n°2018-574 du 13 juin 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignation de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- Loi n°2017-802 Uniforme du 7 décembre 2017 relative au crédit-bail dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest africaine ;
- Loi n°2014-136 du 24 mars 2014 portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit.



PROJETS / PROGRAMMES

- Projet d'assistance technique au ministère des finances pour la mise en œuvre d'une Gestion budgétaire axée sur les résultats (PAGAR) ;
- Projet PURSSAB - Renforcement des Capacités de l'Administration Publique (RENFCAP) ;
- Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière (PAGEF) ;
- Création et opérationnalisation de la Caisse des Dépôts et Consignation de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- Organisation de campagnes de sensibilisation sur la promotion de la bancarisation ;
- Organisation de missions de vérification de l'application effective de l'instruction relative aux services bancaires offerts à titre gratuit par les établissements de crédits de l'UMOA par les banques ;
- Ouverture d'agences de la Banque interne du Trésor (ACCD) à Abidjan et à l'intérieur du pays ;
- Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT)

RÉSULTATS

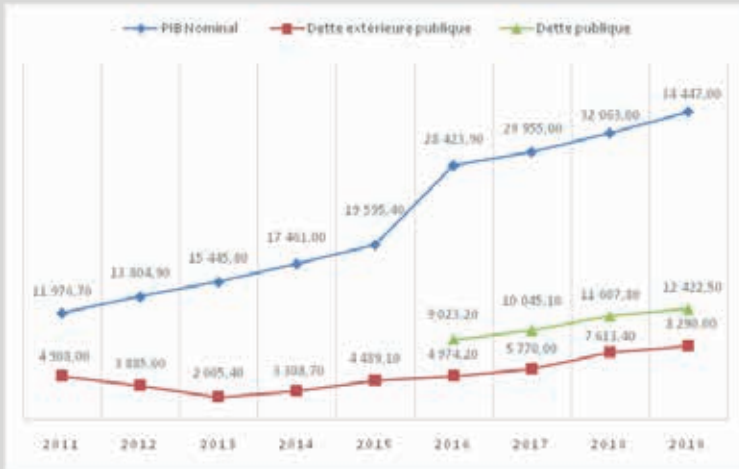


- 7,1% de croissance moyenne annuelle de l'économie (2015 -2019) ;
- 38,6% de ratio dette/PIB (2019) ;
- 32,6% de taux de bancarisation en 2018 contre 21,7% en 2010 ;
- 70,4% de taux global d'utilisation des services financiers en 2018 contre 18,6% en 2010 ;
- 76% de taux de rapatriement en 2019 contre 9,06% en 2013 ;
- 15,8% de croissance moyenne annuelle des encours de crédit (2010-2018).

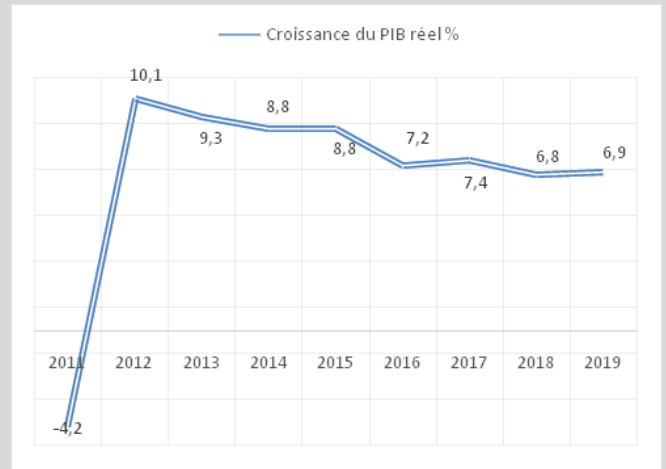


RÉALISATIONS

Evolution du PIB et de la Dette



Taux de croissance du PIB



Investissement

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'investissements (% du PIB)	9	12,7	17	18,9	19,5	18,3	19,5	20,8	23,1	24,3

Environnement bancaire

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Banques et établissements financiers	21	22	24	25	24	26	27	30	29	29
Agences et bureaux	501	515	535	570	603	630	666	692	708	725
GAB/DAB	427	531	528	701	856	901	934	717	855	900
Comptes clientèle	1 471 406	2 534 382	2 187 171	2 445 152	2 573 103	2 515 467	2 905 534	3 713 753	3 783 853	3 931 729
Comptes clientèle (personnes physiques)	1 401 184	2 460 762	2 133 951	2 351 964	2 476 496	2 354 622	2 792 134	3 562 856	3 606 522	3 759 944
Comptes clientèle (personnes morales)	70 222	82 620	53 220	93 188	96 607	160 845	113 400	150 897	177 331	171 785

Source Rapports annuels Commission Bancaire UMOA
(*) Données provisoires

Gestion des ressources publiques



- Opérationnalisation du Compte Unique du Trésor (CUT) (2019)
- Élaboration du livre de procédure des recettes non fiscales





Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT)



50 institutions financières

sensibilisées à la LBC/FT (2018-2019).



400 exemplaires du Guide de conformité

aux normes de la LBC/FT édités pour le secteur de la micro-finance (2019).



Guides de conformité

aux normes de la LBC/FT élaboré pour la Banque des Dépôts du Trésor, les secteurs des SFD et des assurances.



1 dispositif LBC/FT

mis en place à la banque des dépôts du Trésor sur la période (2018).



Evaluation Nationale

des Risques liés au Blanchiment de Capitaux, au Financement du Terrorisme et à la Prolifération des Armes de destruction Massive (2019).

Modernisation de l'administration publique



Certification globale du Trésor à la norme ISO 9001 version 2015 sur l'ensemble de ses processus et sur l'ensemble du territoire national.



PERSPECTIVES

- ▶ Rendre opérationnelle la centrale des incidents de rapatriement des recettes d'exportation avant fin 2021.
- ▶ Renforcer le cadre légal de contrôle et de sanctions des institutions financières, en matière de LBC/FT :
 - Accentuer la lutte contre le marché noir de change manuel ;
 - Faire adopter par arrêté le projet de livre de procédure des recettes non fiscales ;
 - Finaliser le dispositif de gestion active de la trésorerie ;
 - Réaliser l'ouvrage la Côte d'Ivoire en Chiffres tous les deux (02) ans ;
 - Finaliser le projet de Système national de publication de l'information socio-économique en Côte d'Ivoire ;
 - Poursuivre le développement des Services de Promotion Economique Extérieure (SPEE) ;
 - Poursuivre les activités pour la finalisation du modèle macro économétrique de prévisions ;
 - Utiliser le modèle PEF-CI pour la prévision macroéconomique.

